# Quel rôle des méta-organisations dans la gouvernance globale ? quelques éléments de réflexion sur la diffusion des innovations réglementaires

Héloïse Berkowitz

▶ **To cite this version:**

Héloïse Berkowitz. Quel rôle des méta-organisations dans la gouvernance globale ? quelques éléments de réflexion sur la diffusion des innovations réglementaires. Le Libellio d'AEGIS, 2016, 12 (2), pp.95-102. hal-03544113

**HAL Id: hal-03544113**
**https://hal.science/hal-03544113**

Submitted on 21 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Libellio d' AEGIS
Vol. 12, n° 2 – Été 2016
pp. 95-102

# Quel rôle des méta-organisations dans la gouvernance globale ?

## quelques éléments de réflexion sur la diffusion des innovations réglementaires

***Héloïse Berkowitz***
*i3-CRG École polytechnique CNRS Université Paris-Saclay*

« *Tout régime capitaliste a besoin d'institutions et d'action collective pour subsister* » écrit Jacint Jordana (2005), remettant largement en cause la notion de main invisible du marché telle qu'elle est souvent pensée dans le contexte du libéralisme économique et politique. Loin de s'accompagner d'une dérégulation massive des économies contemporaines, la libéralisation des sociétés s'appuie au contraire sur une multiplication des instances, des technologies et des instruments de régulation, et sur des mécanismes de diffusion à l'échelle des institutions internationales. L'émergence d'un « capitalisme régulateur » participe de la construction d'un nouvel ordre mondial (Levi-Faur & Jordana, 2005b) et de l'apparition de modes de gouvernance transnationale (Djelic & Quack, 2010 ; Djelic & Sahlin-Andersson, 2006). Ce nouvel ordre mondial passe aussi par les méta-organisations comme dispositifs de *self-regulation* (Berkowitz, 2016).

Une sorte de révolution silencieuse, rampante (« *regulatory revolution by stealth* » – Levi-Faur & Jordana, 2005a, p. 8), et surtout non anticipée est à l'œuvre à l'échelle internationale, sous-tendant une refonte de l'architecture régulatrice, et affectant la vie de toutes les formes d'organisation, qu'il s'agisse des firmes multinationales, des universités, des PME, etc. À l'origine de ce nouvel ordre, on trouve un phénomène de diffusion selon des processus qui rappellent les cadrages et débordements (Berkowitz & Dumez, 2014) de dispositifs de régulation développés en Amérique du Nord et en Europe. Des solutions développées aux échelles nationales ou sectorielles se diffusent ailleurs, transformées par des « *policy irritants* », avec des traductions et des adaptations qui font écho à la sociologie de la traduction (Akrich *et al.*, 2006), à l'étude des modes managériales (Abrahamson, 1991) ou à celle de l'innovation (Rogers, 1962).

Quelles sont les caractéristiques de cet ordre mondial, notamment en termes de gouvernance, comment s'est-il mis en place et quels sont ses effets sur nos sociétés ? Enfin, quel peut être le rôle des méta-organisations dans cet ordre mondial ?

### La gouvernance globale du capitalisme régulateur

Revenons d'abord sur les caractéristiques de ce capitalisme régulateur, et notamment sur ses modes de gouvernance. Le capitalisme régulateur est marqué par la diffusion

à l'échelle internationale d'un modèle de gouvernance s'appuyant sur des autorités de régulation autonomes et sectorielles, qui en constituent la marque de fabrique (Jordana & Levi-Faur, 2005). En France, on trouve par exemple l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP), l'Autorité de Régulation des Jeux En Ligne (ARJEL), l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR, pour le secteur bancaire), l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), ou encore l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Ces organes indépendants apparaissent comme le moyen optimal de gouverner les secteurs économiques (télécoms, banques, enseignement supérieur…) tout en réduisant les risques sociaux (Jordana & Levi-Faur, 2005). Ces dispositifs de délégation transfèrent le pouvoir régulateur des institutions centrales (cabinets ministériels) vers des bureaucraties composées d'experts, c'est-à-dire de technocrates et de professionnels, procédant ainsi à un déplacement du centre de gravité de la gestion collective et de la réglementation (Büthe & Mattli, 2011 ; Djelic & Sahlin-Andersson, 2006 ; Dumez, 2012). Cette tendance générale se traduit par une importance croissante accordée à l'expert, et en particulier à des réseaux internationaux d'experts (Gilbert *et al.*, 2015).

La gouvernance du capitalisme régulateur s'accompagne aussi d'une nouvelle division du travail entre l'État et la société, ou plus précisément entre l'État – ou autre organe étatique (comme la Commission européenne) – qui donne les grandes orientations de l'action collective et procède à des cadrages réglementaires, et les acteurs économiques qui récupèrent de nouvelles fonctions outre celles de prestataires de services ou d'innovateurs et assumant aussi la fonction de protection sociale, économique et environnementale notamment. Dans ce contexte, se multiplient les mécanismes de *self-regulation* ou *soft law* (Gond *et al.*, 2011) tels que la standardisation (Brunsson *et al.*, 2012 ; Brunsson & Jacobsson, 2000 ; Dumez, 2003), mais aussi les instruments de gestion de la responsabilité sociale de l'entreprise, *e.g.* les codes éthiques, l'investissement responsable, les systèmes de management de la performance environnementale, etc. (Busch *et al.*, 2005).

La montée de l'expertise et la privatisation de la régulation (Büthe & Mattli, 2011) comme mode de gouvernance impliquent dès lors la mise en place de dispositifs de contrôle afin de vérifier que les règles développées sont effectivement pratiquées par les différents acteurs. C'est ce qui favorise le développement d'une société de l'audit, (Power, 1997), c'est-à-dire d'une société basée sur des pratiques de contrôle, mais aussi une prolifération des nouveaux dispositifs de réglementation et des agencements inter- et intra-institutionnels de plus en plus formels (Levi-Faur, 2005).

### Les dynamiques de diffusion du capitalisme régulateur

La constitution d'un ordre global du capitalisme régulateur peut s'expliquer par la théorie de la diffusion de l'innovation politique, qui offre l'avantage de penser les pays comme des entités interconnectées et interdépendantes et non comme des unités isolées (Jordana & Levi-Faur, 2005). Dans cette perspective, la diffusion est définie comme :

> …an international spread of policy innovations driven information flows rather than hierarchical or collective decision making within international institutions. (Busch *et al.*, 2005, p. 147)

Trois processus de diffusion de dispositifs de régulation, caractérisés par les auteurs comme des innovations politiques, sont alors possibles (Gilardi, 2005 ; Levi-Faur, 2005) :

la diffusion *bottom-up*, la diffusion *top-down*, et la diffusion horizontale. L'approche *bottom-up* voit l'évolution des dispositifs de gouvernance comme le résultat de relations de pouvoir à l'échelle domestique. L'émergence d'autorités autonomes et sectorielles de régulation, par exemple, résulte d'un manque de crédibilité du pouvoir en place, lié à une faible cohérence des politiques publiques menées à l'échelle domestique, mais aussi lié à une forte incertitude politique due à des changements de pouvoirs en place, et à l'insécurité politique (Gilardi, 2005). L'approche *top-down*, s'inspirant de la théorie néo-institutionnelle, pose que les réformes réglementaires se font en réponse à des pressions institutionnelles, de l'environnement, issues de multiples sources à l'international (Commission européenne, organisations internationales, etc.). Enfin, le processus de diffusion horizontale, rappelant là encore la théorie néo-institutionnelle, résulte des interdépendances qui existent entre les pays. La proximité existant entre décideurs publics conduit à un certain mimétisme ou à ce que certains dispositifs de réglementation apparaissent comme « *taken-for-granted* », ou comme des optimums à répliquer, et donc à des diffusions sectorielles, de pays à pays, par exemple (Jordana & Levi-Faur, 2005).

Différentes causes peuvent expliquer cette diffusion des dispositifs réglementaires de gouvernance. Par exemple, l'insécurité politique de certains acteurs (gouvernements, décideurs publiques) peut encourager fortement l'imitation pour des raisons de légitimité ou d'approbation internationale (Way, 2005). Dans certaines régions, la diffusion du capitalisme régulateur s'explique pour des raisons économiques ou géopolitiques. Par exemple, en Amérique Latine, cette diffusion se fait dans un contexte de crise des modèles de développement de la région et donc d'une quête d'alternatives, mais aussi d'une libéralisation économique généralisée, et enfin d'une démocratisation des sociétés.

Dans cette dynamique de diffusion, la notion de *policy clustering* désigne le phénomène d'adoption d'instruments, dispositifs et institutions réglementaires et juridiques similaires par différents acteurs (à l'échelle des États-nations ou au sein des secteurs, par exemple) dans une fenêtre temporelle relativement restreinte (Elkins & Simmons, 2005). Cela s'explique, soit par des situations nationales semblables (comme c'est le cas de plusieurs pays d'Amérique Latine par exemple), qui conduisent à des réactions similaires de chaque pays (indépendantes ou collectivement décidées, comme au niveau de la Commission européenne ou dans une méta-organisation) par chaque pays, soit par les effets d'une organisation qui coordonne l'action règlementaire à l'échelle internationale de manière coercitive (on pense par exemple aux effets d'une décision du FMI ou de la Banque mondiale sur la législation d'un pays).

## Les effets sur la gouvernance globale

Un des premiers effets de cette diffusion des innovations politiques sur la gouvernance globale est de créer un système international qui fonctionne comme un réseau informationnel, dans lequel l'information est produite et traitée, et dans lequel les liens

entre différentes unités du système servent de transmetteurs de l'information. Lazer (2005) identifie différents types d'acteurs ou dispositifs qui diffusent l'information : les communautés épistémiques (des collectifs d'individus transnationaux avec des intérêts communs et des mécanismes de communication), les organisations internationales (comme l'OCDE), les entités professionnelles transnationales (qui ont des activités de *lobbying* pour pousser à la normalisation des produits, services, etc.), les mécanismes institutionnalisés (comme au sein de l'UE), le « *peer-to-peer* », c'est-à-dire les réseaux informels entre décideurs publics.

Les nouvelles technologies de l'information contribuent à une dissémination de plus en plus rapide de l'information. Les enjeux de ce réseau informationnel sont multiples puisque cette dissémination a pour conséquences de réduire les incitations des acteurs à produire cette information (avec potentiellement un comportement de passager clandestin), parfois de réduire la diversité de l'information, voire, pire, de diffuser des informations erronées (Lazer, 2005). Ce sont la diversité et la qualité même des informations diffusées qui sont en jeu, mais aussi celles des innovations politiques.

Un autre effet de cette diffusion d'innovations est que ce ne sont pas nécessairement les plus efficaces ou optimales qui sont transposées. Abrahamson (1991) montre que l'adoption d'innovations efficientes coexiste en réalité avec l'adoption d'innovations inefficientes à cause des mécanismes de modes (*fads and fashion*) qui peuvent résulter en un rejet d'une innovation même lorsqu'elle est la plus performante, et en l'adoption d'une autre, même lorsque celle-ci est inefficace. En management, les modes diffusent des innovations avec une faible utilité pour l'organisation mais une forte fonction symbolique puisqu'il s'agit d'un signe de la capacité innovatrice de la firme. Gilardi (2005) a identifié cette dimension symbolique de l'adoption dans les processus de diffusion horizontale des innovations politiques, avec pour objectif cette fois de légitimer les actions des adoptants. À noter cependant, que la théorie de la diffusion et des modes managériales est déjà ancienne et qu'une réflexion plus récente s'appuie sur la métaphore du virus, qui identifie certains traits saillants des virus, transférables à la diffusion de l'innovation (Røvik, 2011). Le caractère infectieux, l'immunité, la réplication, l'incubation, la mutation et la dormance sont autant de traits qui peuvent être utilisés pour analyser les processus de diffusion des innovations politiques, et notamment de leur divergence.

Car cet ordre mondial du capitalisme régulateur n'est pas un ordre homogénéisé, bien au contraire. La diffusion des innovations politiques se fait avec des bifurcations, des transpositions, des adaptations. Le dispositif réglementaire, ou encore l'innovation politique, agit alors plus comme un *policy irritant*, que comme un *policy transplant*, selon l'opposition de Teubner (2001) que Jordana et Levi-Faur reprennent à leur compte (2005) :

> I think "legal irritant" expresses things better than "legal transplant." To be sure, transplant makes sense insofar as it describes legal import/export in organismic, not in mechanistic terms. Legal institutions need careful implementation and cultivation in the new environment. But transplant creates the wrong impression that after a difficult surgical operation the transferred material will remain identical with itself, playing its old role in the new organism. Accordingly, it comes down to the narrow alternative: repulsion or integration. However, when a foreign rule is imposed on a domestic culture, I submit, something else is happening. It is not transplanted into another organism, rather it works as fundamental irritation which triggers a whole series of new and unexpected events. (Teubner, 2001, p. 418 *in* Jordana & Levi-Faur (2005) p. 193)

En effet, ces « *policy irritants* » produisent des débordements, soit par adaptation à des conditions nouvelles (normes culturelles, structure concurrentielle différente, etc.) appelant une traduction, soit par un apprentissage qui produit des échecs (Elkins & Simmons, 2005), qui repose sur un malentendu, provisoire mais fructueux (Girin, 1994).

## Quel rôle pour les méta-organisations dans la diffusion du capitalisme régulateur ?

Le capitalisme régulateur semble bien plus propice à l'action collective que l'on ne pourrait le croire. Dans cette perspective, il semble que la recherche ait laissé de côté tout une partie du champ des acteurs impliqués dans la gouvernance globale.

Les méta-organisations (définies comme les organisations dont les membres sont eux-mêmes des organisations) sont des dispositifs d'action collective qui produisent de la *self-regulation* et une normalisation des pratiques au niveau des secteurs ou au-delà des secteurs, comme c'est le cas dans le secteur pétrolier par exemple (Berkowitz & Dumez, 2015 ; Berkowitz *et al.*, 2016). Les méta-organisations (celles en particulier dont les membres sont uniquement des entreprises, mais aussi celles qui sont multi-parties prenantes) se distinguent donc des autorités de régulation autonomes et sectorielles mais aussi des réseaux de décideurs publics. En ce sens, elles offrent une voie différente de diffusion des mécanismes de régulation et semblent donc créer un réseau à part.

Les organisations, et *a fortiori* les méta-organisations, sont définies par Ahrne et Brunsson (2010a, 2010b) comme un ordre social décidé. À partir des travaux de Lazer (2005) et de la notion de *networked order*, il apparaît que les méta-organisations, en tant qu'organisations principalement productrices d'information, contribuent à la création d'un système international de réseau informationnel. En ce sens, leurs interactions, leurs interdépendances et leurs complémentarités institutionnelles favorisent donc l'émergence d'un ordre social « méta », à une échelle sociologique différente de celle des organisations ou même du champ institutionnel (Barley, 2010) ou du champ d'action stratégique (Fligstein & McAdam, 2012), et offrant des caractéristiques similaires à celles des réseaux ou du *networked order* de Lazer (2005). Cet ordre social « méta », qui consiste principalement en la diffusion d'informations et de dispositifs de *self-regulation*, et qu'il est proposé d'appeler *networked meta order*, n'a presque pas été étudié (Berkowitz, 2016). Son évolution, c'est-à-dire ses dynamiques d'extension ou de contraction, semble fortement influencée par l'émergence ou la disparition de problèmes de gestion, d'entrepreneurs moraux ou institutionnels, comme la Global Reporting Initiative, (Acquier & Aggeri, 2008), et d'institutions régulatrices (Commission européenne) (Berkowitz, 2016).

Les méta-organisations jouent aussi un rôle essentiel dans ce qui pourrait s'appeler le « *business self-regulation clustering* », c'est-à-dire le phénomène selon lequel différentes organisations membres d'une méta-organisation adoptent dans une période de temps bien circonscrite et faible, les mêmes dispositifs de régulation interne (Berkowitz, 2016). Dans cette perspective, il serait par exemple intéressant d'étudier les dynamiques de diffusion des dispositifs développés au sein des méta-organisations (comme par exemple les mécanismes de plainte au sein des VPSHR, ou le reporting sur le respect des droits de l'homme pour l'IPIECA) et utilisés par les membres. Les éventuelles transformations de ces dispositifs peuvent alors s'étudier comme des débordements (Berkowitz & Dumez, 2014).

*Le sol de la forêt indigène*

Jordana et Levi-Faur (2005) ont montré que la diffusion de dispositifs de régulation entre mêmes secteurs économiques de pays différents était largement motivée par la force des réseaux internationaux ou de communautés de praticiens et par leur degré de spécialisation. Les méta-organisations, dont la décision de création est sans doute liée aux décisions précédentes d'établissement de méta-organisation, et sont conditionnées par les réseaux formels et informels d'individus qui les supervisent, jouent un rôle particulièrement important et encore peu mis en évidence, dans cette diffusion de dispositifs de régulation.

## Conclusion

Ainsi la notion de nouvel ordre du capitalisme régulateur va bien au-delà de la simple « privatisation » de la régulation (Büthe & Mattli, 2011) – qui sous-entend parfois un certain retrait de l'État – et se révèle beaucoup plus complexe puisqu'elle s'appuie à la fois sur les autorités autonomes et sectorielles de régulation, et sur la self-regulation des acteurs privés. Ce nouvel ordre implique une délégation croissante de la régulation à différents acteurs, dont les méta-organisations (Berkowitz & Dumez, Forthcoming ; Berkowitz *et al.*, 2016). Il conduit aussi à une prolifération des instruments de régulation et de contrôle, la création de multiples niveaux, domaines et formes de régulation, nationale, internationale, sectorielle, cross-sectorielle, ce qui complexifie la tâche des régulés, crée de la désorganisation et de l'hypocrisie organisationnelle (Berkowitz, 2015) ■

## Références


Abrahamson Eric (1991) "Managerial fads and fashions: The diffusion and rejection of innovations", *Academy of Management Review*, vol. 16, n° 3, pp. 586-612.

Acquier Aurélien & Aggeri Franck (2008) "Entrepreneuriat institutionnel et apprentissages collectifs. Le cas de la Global Reporting Initiative (GRI)", *Management International*, vol. 12, n° 2, pp. 65-80.

Ahrne Göran & Brunsson Nils (2010a) "L'organisation en dehors des organisations, ou l'organisation incomplète", *Le Libellio d'Aegis*, vol. 6, n° 1 (printemps), pp. 36-52.

Ahrne Göran & Brunsson Nils (2010b) "Organization outside organizations: the significance of partial organization", *Organization*, vol. 18, n° 1, pp. 83-104.

Akrich Madeleine, Callon Michel & Latour Bruno (2006) *Sociologie de la traduction: textes fondateurs*, Paris, Presses des Mines.

Barley Stephen R. (2010) "Building an institutional field to corral a government: A case to set an agenda for organization studies", *Organization Studies*, vol. 31, n° 6, pp. 777-805.

Berkowitz Héloïse (2015) "Comment une idée abstraite devient un dispositif de gestion: Le cas du développement durable", *Gérer et Comprendre*, n° 121, pp. 41-50.

Berkowitz Héloïse (2016) "Les méta-organisations rendent-elles performatif le développement durable? Stratégies collectives dans le secteur pétrolier", Thèse en vue de l'obtention du Doctorat ès Sciences de Gestion, Palaiseau, CRG-Ecole polytechnique, Université Paris Saclay.

Berkowitz Héloïse, Bucheli Marcelo & Dumez Hervé (2016, forthcoming) "Collective CSR strategy and the role of meta-organizations: a case study of the oil and gas industry", *Journal of Business Ethics*.

Berkowitz Héloïse & Dumez Hervé (2015) "La dynamique des dispositifs d'action collective entre firmes: le cas des méta-organisations dans le secteur pétrolier", *L'Année Sociologique*, vol. 65, n° 2, pp. 333-356.

Berkowitz Héloïse & Dumez Hervé (2014) "Performativity processes of strategic management theories: framing, overflowing and hybridization", Workshop on Performativity Processes, Paris, May, Mines ParisTech-i3.

Berkowitz Héloïse & Dumez Hervé (forthcoming) "The Concept of Meta-Organization: Issues for Management Studies", *European Management Review*.

Brunsson Nils & Jacobsson Bengt (2000) *A world of standards*, Oxford, Oxford University Press.

Brunsson Nils, Rasche Andreas & Seidl David (2012) "The dynamics of standardization: Three perspectives on standards in organization studies", *Organization Studies*, vol. 33, n° 5/6, pp. 613-632.

Busch Per-Olof, Jörgens Helge & Tews Kerstin (2005) "The Global Diffusion of Regulatory Instruments: The Making of a New International Environmental Regime", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 146-167.

Büthe T. & Mattli W. (2011) *The new global rulers. The privatization of regulation in the world economy*, Princeton, Princeton University Press.

Djelic Marie-Laure & Quack Sigrid (2010) *Transnational communities: Shaping global economic governance*, Cambridge, Cambridge University Press.

Djelic Marie-Laure & Sahlin-Andersson Kerstin (2006) *Transnational Governance*, Cambridge, Cambridge University Press.

Dumez Hervé (2003) "Les standards, leurs pièges et leurs illusions", *Sociétal*, n°40, 2e trimestre, pp. 117-120.

Dumez Hervé (2012) "La privatisation-globalisation de la régulation", *Le Libellio d'Aegis*, vol. 8, n° 1, pp. 23-27.

Elkins Zachary & Simmons Beth (2005) "On Waves, Clusters, and Diffusion: A Conceptual Framework", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 33–51.

Fligstein Neil & McAdam Doug (2012) A theory of fields, Oxford, Oxford University Press.

Gilardi Fabrizio (2005) "The Institutional Foundations of Regulatory Capitalism: The Diffusion of Independent Regulatory Agencies in Western Europe", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 84-101.

Gilbert Claude, Henry Emmanuel, Jouzel Jean-Noël & Marichalar Pascal (2015) *Dictionnaire critique de l'expertise. Santé, travail, environnement*, Paris, Presses de Sciences Po.

Girin Jacques (1994) "L'intervention comme jeu de mots: pour une déontologie du malentendu", Actes du ve Congrès de l'AGRH, 'la GRH, science de l'action?', pp. 51-53.

Gond Jean-Pascal, Kang Nahee & Moon Jeremy (2011) "The government of self-regulation: on the comparative dynamics of corporate social responsibility", *Economy and Society*, vol. 40, n° 4, pp. 640-671.

Jordana Jacint (2005) "Book Review: Globalizing Regulatory Capitalism", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 184-190.

Jordana Jacint & Levi-Faur David (2005) "The Diffusion of Regulatory Capitalism in Latin America: Sectoral and National Channels in the Making of a New Order", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 102-124.

Lazer David (2005) "Regulatory Capitalism as a Networked Order: The International System as an Informational Network", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 52-66.

Levi-Faur David (2005) "The Global Diffusion of Regulatory Capitalism", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 12–32.

Levi-Faur David & Jordana Jacint (2005a) "Globalizing Regulatory Capitalism", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 6-9.

Levi-Faur David & Jordana Jacint (2005b) "The Rise of Regulatory Capitalism: The Global Diffusion of a New Order", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 200-217.

Power Michael (1997) *The Audit Society: Rituals of Verification*, Oxford, Oxford University Press.

Rogers Everett M. (1962) *Diffusion of innovations*, New York, Free Press.

Røvik Kjell Arne (2011) "From Fashion to Virus: An Alternative Theory of Organizations' Handling of Management Ideas", *Organization Studies*, vol. 32, n° 5, pp. 631–653.

Teubner Gunther (2001) "Legal irritants: How unifying law ends up in new divergencies", *in* Varieties of capitalism: The institutional foundations of comparative advantage, Oxford, Oxford University Press, pp. 417-441.

Way Christopher R. (2005) "Political Insecurity and the Diffusion of Financial Market Regulation", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 598, n° 1, pp. 125-144.